

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
MAITRE SGHAÏR OULD M'BARECK,
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE
L'ENVIRONNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
DEVANT LA PREMIERE CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Berlin, le 5 Avril 1995

Madame le Président,

Permettez-moi, pour commencer, d'exprimer mes vifs remerciements au peuple et au Gouvernement Allemands pour l'attention particulière qui nous entoure depuis notre arrivée dans ce grand pays d'Allemagne.

En effet, la République Fédérale d'Allemagne et mon pays la République Islamique de Mauritanie sont liés par des liens d'amitié et de coopération qui ne cessent de se renforcer sous la direction sage et éclairée de leurs Excellences, le Président Maaouya Ould Sid 'Ahmed Taya et le Chancelier Helmut Kohl.

Madame le Président,

La tenue de la première Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques m'offre l'occasion de rappeler à l'esprit que la Mauritanie subit depuis plus de deux décénies, et à l'instar d'autres pays sahéliens, les effets néfastes de l'un des plus désastreux fléaux environnementaux de nos jours à savoir la désertification.

Il est établi aujourd'hui que la désertification constitue l'une des conséquences des variations climatiques, comme l'a affirmé d'ailleurs le chapitre douze de l'Agenda 21 issu de la Conférence de Rio de Janeiro.

Conscient de cette relation de cause à effet entre les incidences des changements climatiques et la désertification, mon Gouvernement a procédé à la signature et la ratification de cette Convention dont nous envisageons la mise en oeuvre à travers des projets nationaux mais aussi des programmes régionaux dans le cadre des organisations régionales auxquelles appartient notre pays.

Je citerai parmi ces institutions sans être exhaustif le Comité inter-états de lutte contre la sécheresses dans le SAHEL (CILSS), l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et l'observatrice du Sahara et du Sahel (OSS) dont la présidence est assurée actuellement par mon pays.

Madame le Président,

Les actions retenues par mon Gouvernement pour la mise en oeuvre de cette Convention s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie nationale en matière d'environnement qui remonte en 1987 lorsque le gouvernement a adopté cette année là, un plan directeur de lutte contre la désertification articulé autour des objectifs suivants:

- la réalisation de l'autosuffisance alimentaire
- la restauration du milieu naturel
- la fixation des populations dans leurs terroirs

Ce plan a été traduit en programme multisectoriel de lutte contre la désertification présenté lors d'une table ronde de bailleurs de fonds organisée à cet effet à Nouakchott en 1992.

Le programme multisectoriel se compose de plusieurs volets touchants des domaines aussi variés que le reboisement, l'hydraulique et l'énergie.

Faut-il le rappeler, ces mesures ont donné des résultats encourageants avec le reboisement entre 1984 et 1995 d'une superficie qui a atteint 44896 hectares.

A l'heure actuelle nos efforts se focalisent sur la révision de notre stratégie nationale en matière d'environnement en vue de l'adapter aux nouvelles données intervenues dans le secteur après la Conférence de Rio notamment les dispositions des nouvelles conventions internationales qui régissent désormais l'action dans ce domaine.

La nouvelle stratégie se veut plus globale et intégrant en plus de la lutte contre la désertification les autres préoccupations environnementales de l'heure.

Elle sera élaborée sous la houlette du comité national pour l'environnement et le développement placé sous le haut patronage du premier ministre Son Excellence Sidi Mohamed Ould Boubacar, et suivant une approche qui repose sur la participation populaire.

Madame le Président,

Comme vous le constatez, nos pays africains disposent aujourd'hui des programmes cohérents en matière d'environnement et ils sont animés de la volonté requise pour la mise en oeuvre de ces programmes, mais la modestie des moyens demeure encore l'obstacle majeur qui se dresse devant l'aboutissement de nos ambitions dans ce domaine.

C'est pourquoi je lance un appel pressant à tous nos partenaires de la communauté internationale pour solliciter leur appui dans la mise en oeuvre de ces Conventions qui nous lient tous et dont l'application constitue une responsabilité conjointe que nous devons assumer pleinement dans un esprit de solidarité et de complémentarité.

Madame le Président,

Une fois de plus je vous renouvelle mes vives félicitations pour la haute compétence avec laquelle vous dirigez nos travaux.

Je vous remercie.
